

Discussions entre l'armée et les putschistes au Burkina Faso

@rib News, 22/09/2015 – Source Reuters Des soldats de l'armée du Burkina Faso sont entrés lundi soir dans la capitale, Ouagadougou, sans rencontrer de résistance, tandis que leurs chefs entamaient des discussions sur la reddition du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), auteur du coup d'Etat de mercredi dernier. Le président par intérim Michel Kafando, qui a été arrêté pendant le putsch pour ensuite être placé en résidence surveillée, a trouvé refuge lundi à la résidence de l'ambassadeur de France à Ouagadougou.

Les convois militaires des centres régionaux sont partis en direction de la capitale Ouagadougou lundi et ont été accueillis sous les vivats par des habitants opposés au coup d'Etat. Un certain nombre d'unités ont atteint le centre-ville tandis que d'autres étaient placées à des points stratégiques pour monter la garde, ont indiqué des habitants. "Le RSP est maintenant en train de négocier les conditions de sa reddition au chef de l'armée", a déclaré un haut gradé participant à l'opération, à propos des discussions en cours au camp Guillaume Ouedraogo dans la capitale. Dans un communiqué signé auparavant par plusieurs chefs de l'armée, les militaires disaient vouloir désarmer les 1.200 hommes du RSP "sans effusion de sang". "Nous leur demandons de déposer immédiatement les armes et de se rendre au camp Général Sangoulé Lamizana", une caserne de la capitale Ouagadougou, lit-on dans le communiqué qui promet aux putschistes que leur sécurité et celle de leurs familles seront assurées. Dans un geste d'apaisement, le chef des putschistes, le général Gilbert Diendé, a publié un communiqué dans lequel il annonce son intention de libérer le Premier ministre Yacouba Isaac Zida et promet de remettre les clés du pouvoir à un gouvernement provisoire. "Nous promettons de travailler à la cohésion de l'armée (et) présentons nos excuses au pays et à la communauté internationale", a déclaré lundi soir à la télévision l'ancien chef espion. Au moment du coup d'Etat, le Burkina Faso se préparait à se rendre aux urnes le 11 octobre pour un scrutin législatif et présidentiel visant à rétablir la démocratie après le renversement du président Blaise Compaoré l'an dernier. A l'aéroport de Ouagadougou, un avion togolais s'est vu refuser l'autorisation d'atterrir de crainte qu'il ne s'agisse d'une tentative d'escamoter le général Diendé, a annoncé le responsable de la tour de contrôle. Signe de son isolement croissant, le général a reçu une mise en garde de la part de François Hollande. RUMEUR Le président français a appelé les auteurs du coup d'Etat à déposer les armes immédiatement et a menacé de sanctions ceux qui s'opposeraient à la tenue d'élections régulières à l'issue du processus de médiation en cours. Il a également annoncé la suspension de l'aide financière et militaire à Ouagadougou jusqu'au rétablissement du gouvernement de transition. Les présidents du Tchad et du Niger ont également demandé aux hommes du RSP de déposer les armes. Les soldats de la garde présidentielle étaient bien moins présents lundi dans les rues de Ouagadougou que les jours précédents. A la nuit tombée, des centaines de personnes ont bravé le couvre-feu nocturne imposé par les putschistes. L'on ne savait pas exactement où se trouvait le général Diendé lundi soir. Mais la rumeur, selon laquelle il se préparait à démissionner à la résidence du Mogo Naaba, le chef traditionnel du peuple Mosi, a attiré une foule en liesse d'environ un millier de personnes. "La patrie ou la mort ! Nous vaincrons!", scandaient-elles. La France a demandé à ses ressortissants dans le pays de rester chez eux tandis que les Etats-Unis ont conseillé à leurs nationaux de quitter le pays. Les médiateurs régionaux ont annoncé dimanche soir qu'un projet d'accord avait été rédigé pour mettre fin à la crise politique ouverte par le coup d'Etat du 17 septembre. Mais cet accord, qui prévoyait notamment une amnistie pour les putschistes et la possibilité pour les anciens partisans de Blaise Compaoré de se présenter aux prochaines élections, a été aussitôt rejeté par la société civile et l'opposition. Des manifestants hostiles au général Diendé et à l'accord élaboré par le président sénégalais Macky Sall ont érigé des barricades et brûlé des pneus dans plusieurs quartiers de Ouagadougou, lundi. Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, faisant craindre une flambée du conflit. "Il y a un risque de guerre civile désormais. Si (Diendé) reste au pouvoir, la population va se soulever", estime Rinaldo Depagne, directeur pour l'Afrique de l'Ouest de l'organisation International Crisis Group.